

Lettre du GIPRI n° 29

Éditorial

La présente Lettre du GIPRI est entièrement consacrée à la présentation du colloque « Quelle paix pour quel ordre du monde ? », tenu à Genève les 7 et 8 novembre 2016, au cœur de l'élection du Président des Etats-Unis d'Amérique. Pour fortuite qu'elle soit, cette occurrence a présenté l'avantage de mettre en relief certains thèmes qui figuraient à l'ordre du jour du colloque.

Les questions des relations des peuples à leurs gouvernants, des inégalités entre classes et pays, du rôle des Etats-Unis dans l'ordre du monde, des nouveaux pôles de domination continentale ou mondiale, des relations entre cultures, de la place respective, relative, de l'ordre et du désordre sont autant de pistes de travail à explorer encore, en s'efforçant de sortir des stéréotypes, des clichés, des idées trop communément reçues.

Le GIPRI se réjouit d'avoir atteint les objectifs visés : permettre une confrontation lucide et sereine entre chercheurs ou praticiens provenant d'horizons différents, faire entendre des voix diverses, contradictoires le cas échéant.

Les vidéos de l'ensemble des sessions sont disponibles sur le site du GIPRI¹. Le lecteur y trouvera l'intégralité des interventions présentés ici, ainsi que les débats qui ont suivis, pour chaque session, de même que les interviews d'autres participants. Y figurent également une bibliographie, une présentation des intervenants et de leurs textes. Le GIPRI publiera ultérieurement les actes du colloque.

Sans attendre, le colloque aura permis de nouer des nouveaux liens ou de renforcer des partenariats déjà existants. En conclusion, nous avons proposé que des suites soient organisées ailleurs par des partenaires qui le souhaiteraient. Nous pouvons même imaginer un cycle de conférences qui se déplacerait sur plusieurs continents ou plusieurs parties d'un continent (l'Eurasie est un continent).

Encore merci à la Loterie romande, qui a financé le projet, aux partenaires proches ou lointains, aux intervenants scrupuleux, aux collègues du GIPRI, aux stagiaires qui se sont puissamment investis.

Bonne lecture!

Dans ce numéro

- ◆ Éditorial...1
- ◆ « Quelle paix pour quel ordre du monde »...2-10
- ◆ Activités et publications du GIPRI... 11

« La paix n'est pas l'absence de guerre, c'est une vertu, un état d'esprit, une volonté de bienveillance, de confiance, de justice »

- Spinoza

Dr. Gabriel Galice,
Président du
Conseil de Fondation
du GIPRI

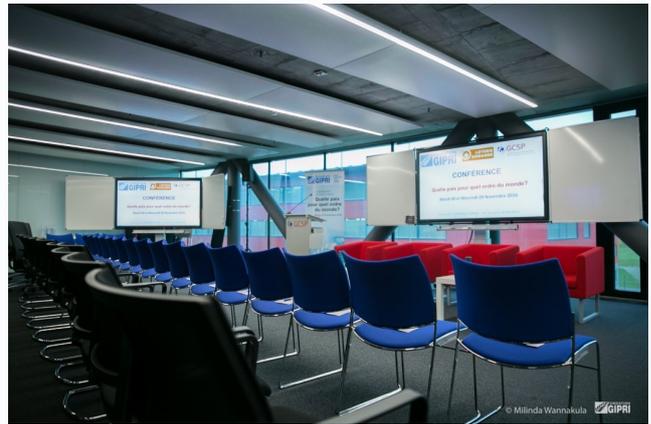


1. <http://www.gipri.ch/evenements/conferences-2/conference-paix/multimedia/>

« Quelle paix pour quel ordre du monde? »

Les 8 et 9 novembre 2016, le projet « Quelle paix pour quel ordre du monde » a connu son point d'orgue. La fondation GIPRI a organisé dans les locaux du GCSP une conférence de deux jours qui avait pour but de mettre à la disposition de la communauté académique, des décideurs ainsi que de tous les citoyens, toute une série d'informations pertinentes, d'opinions, de concepts et de pensées sur l'ordre mondial d'aujourd'hui et celui des prochaines décennies. Dans cette optique, les domaines politiques, militaires, économiques, culturels, sociaux, médiatiques, conceptuels et idéologiques ont été traités par des chercheurs venus du monde

entier pour présenter leur point de vue. L'essentiel de ce 29e numéro de la lettre du GIPRI sera consacré à de courts textes résumant les différentes sessions thématiques de la conférence.



Session préliminaire

Lors d'une brève session préliminaire, Gabriel Galice, Président du Conseil de Fondation du GIPRI et Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, Directeur-adjoint GCSP (Geneva Center for Security and Peace), ont souhaité la bienvenue aux participants et présenté les grandes lignes de la conférence.

Pour commencer, G. Galice a remercié tous ceux qui ont permis que cette conférence ait lieu: la Loterie romande, le GCSP et M. Mohamedou, les interprètes, Michel Raymond à la vidéo, ainsi que tous ceux qui travaillent sur le projet, avec un hommage particulier à l'ami disparu, Roger Eraers. Alors que nous sommes abreuvés de stéréotypes belligènes et que les éléments de langage – oxymore et euphémismes – court-circuitent le raisonnement, il s'agit, pour faciliter l'apaisement, d'identifier l'origine des problèmes, de proposer une autre voie, une autre approche, avec un autre vocabulaire. Les participants ont déjà commencé à explorer un certain nombre de concepts dont il sera question du-

rant ces deux jours : ordre et désordre, peuples et élites, place de l'État, empires, puissance, territoires, réseaux, altérité, guerre et paix, bien entendu. L'esprit de la conférence sera marqué par l'exigence intellectuelle, l'humanisme et le respect mutuel.

M. Mohamedou a rappelé qu'aujourd'hui, dans les affaires internationales, la question de la sécurité est au centre des réflexions et des débats. Il faut aussi avoir à l'esprit qu'il existe des conceptions diverses de la paix. Parle-t-on de son acception naturelle, de ses dimensions culturelles, philosophiques, symboliques et surtout de sa dimension universelle ? Il est nécessaire de se situer à un méta-niveau et de s'interroger: qu'est-ce que la paix, qu'est-ce que la guerre ? Mais aussi qu'est-ce que



l'ordre ? La notion d'ordre mondial est trop souvent biaisée, ce qui appelle à s'interroger sur le rôle et la place des États, sur le rôle et la place des sociétés civiles. Il appartiendra aussi aux participants d'explorer plus avant certaines notions, comme celle de territoires et de réseaux.

Session I

L'ordre et le désordre politique et militaire

La première session de la conférence avait pour modérateur M. Mohamedou, les intervenants étaient Grigory Tischenko, Vice-directeur du RISS (Institut Russe des Études Stratégiques), Russie et Gopalan Balachandran, Professeur, Graduate Institute, Genève et Inde. G. Tischenko a dressé un inventaire des princi-



aux facteurs qui représentent des menaces pour la sécurité internationale, et certains d'entre eux pour la sécurité de la Fédération de Russie: montée du terrorisme international; remise en cause et affaiblissement par les États-Unis des traités de non-prolifération des armes nucléaires; manque de respect à l'égard du rôle des Nations unies; crise en Ukraine, avec un manque de volonté d'appliquer le protocole de Kiev; tentatives d'instaurer un nouvel ordre du monde fondé sur les traités transpacifique et transatlantique; lutte pour le contrôle des ressources naturelles; tentatives d'expansion du bloc de l'OTAN; faiblesse de la défense européenne; désintégration des États nationaux au Moyen-Orient; guerre de l'information, notamment dirigée contre la fédération de Russie. L'orateur rappelle l'importance des institutions et de règles juridiques multilatérales, ainsi que des traités multilatéraux, d'une lutte sans merci contre le terrorisme international, et pour finir en appelle à la croyance en la prudence humaine.

G. Balachandran part du constat de la divergence entre le monde dans lequel vivent les experts – universitaires, spécialistes de la sécurité, etc. – et le monde dans lequel vit l'immense majorité de la population. C'est à partir de cette déconnexion qu'il faut aborder les questions d'ordre et de désordre. Le monde bouge et les symptômes en sont le populisme et le nationalisme, les glissements et reconfigurations normatives, l'instabilité et la variabilité des alliances. Les marchés du travail sont déstructurés, les systèmes de sécurité sociale en crise, ce à quoi s'ajoutent les déplacements des migrants et des réfugiés. Le monde change et les institutions ne fonctionnent plus comme elles devraient. La réalité de la crise, c'est la déconnexion ontologique évoquée au début de l'intervention, déconnexion qui appelle une remise en cause du cadre épistémologique. Cadre dans lequel l'Occident serait synonyme d'ordre et de solutions tandis que le reste du monde s'apparenterait au chaos et aux problèmes. Il est temps de reconnaître l'importance des interconnexions, d'apprendre du reste du monde; de nous attaquer à la complexité croissante du monde, avec l'instrumentalisation politique et idéologique de la religion et de la culture par exemple; de cesser de prétendre que nous savons, et dans ce monde interconnecté de chercher ce qui est positif et ce qui est nuisible dans les nouveaux ordres et désordres afin de gérer de façon créative les désordres comme les ordres.



Session II

L'ordre et le désordre culturel

Les intervenants de cette deuxième session étaient Daniel Warner, Assistant Director for International Affairs, DCAF, États-Unis & Genève et Céline Wang, Maître de conférences, Histoire intellectuelle de la Chine moderne et contemporaine, Université Paris Diderot, Chine; le modérateur G. Galice.

D. Warner s'interroge sur la signification du mot «ordre». Pour lui, l'ordre international est associé aux notions de multilatéralisme, d'organisations internationales, de stabilité et de sécurité. Un nouvel ordre mondial a été annoncé après chaque guerre mondiale, guerre froide comprise. L'ordre n'est pas toujours perçu de façon positive: il est souvent assimilé à des tentatives de contrôle de la part des élites sur le peuple. D'où la question: pourquoi réinvente-t-on aujourd'hui les identités culturelles? Une partie de la réponse se rapporte à la technologie, avec les médias sociaux qui donnent plus de voix aux individus. Une autre tient à la question de la culture démocratique, que l'on ne peut imposer d'en haut. Or il se trouve que le mythe néolibéral de la fin de l'histoire manque d'une dimension culturelle. On observe le regain de la nostalgie du passé et des guerres identitaires et culturelles, et les États-nations soumis à des forces centrifuges et centripètes connaissent des

problèmes d'identité. Déjà le colonialisme avait échoué à imposer une vision unifiée face à la diversité et à la complexité.

C. Wang observe que les notions de paix d'or sont très importantes pour la Chine. Elle rappelle trois périodes de son histoire récente: la période moderne, des valeurs démocratiques (1840-1947) la période de Mao Tsé Toung, celle de la lutte des classes (1947-1970) et la période actuelle, celle de la nouvelle diplomatie chinoise (1970-2016), celle de Xi Jinping. Dans la pensée traditionnelle, la paix et l'ordre sont indissociables pour le bien-être et l'harmonie sociale est fondée sur l'idée de non-intervention. Durant la période moderne, la Chine veut rattraper son retard et les rénovateurs cherchent à adopter ce qui leur paraît comme le meilleur système, soit successivement: la monarchie constitutionnelle, la république démocratique et plus tard du communisme. Après la révolution communiste, c'est la lutte des classes qui prime, de même que la force militaire avec un gouvernement fondé sur la peur. Aujourd'hui, Xi Jinping, affiche une volonté de poursuivre la politique de réforme et d'ouverture lancée après la mort de Mao, pour réaliser le «rêve chinois», la Chine devenant un État socialiste moderne, démocratique et harmonieux, qui retrouve son honneur.

La Russie et l'Europe

Intervention de Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre français

Pour des raisons historiques, la Russie n'est pas une nation d'Europe comme les autres, apparue tardivement au XVIII^e siècle. Très vite, est apparue une russophobie, d'abord d'origine anglo-saxonne. L'orateur rappelle le rôle de la Russie lors des deux guerres mondiales, la chute du mur de Berlin, les promesses non tenues de l'OTAN et l'émergence d'un nationalisme obsidional. La croissance forte qu'a connue la Russie a été suspendue du fait de la chute du cours du pétrole et des sanctions économiques. Pourtant, il existe entre l'Europe et la Russie des complémentarités économiques et des intérêts géopolitiques communs, notamment contre le terrorisme islamique. À propos de la crise ukrainienne comme de la situation en Syrie, Chevènement se démarque de la vision unilatérale qui existe en Occident. En conclusion, il considère qu'une Europe consciente de ses intérêts devrait s'autonomiser des États-Unis, lever les sanctions, faire pression sur l'Ukraine pour obtenir l'application des accords de Minsk et ce pays pourrait être neutralisé, comme cela avait été fait pour l'Autriche par le passé. Au Moyen-Orient, il en appelle à la gouvernance mondiale, pour instituer un Irak fédéral et établir en Syrie un gouvernement élargi.



Session III

L'ordre et le désordre socio-économique

Sont intervenues au cours de cette session, Rosa Mule, professeure à l'Université de Bologne, Italie et Monica Emmanuel, Ahmad Bello University, Nigéria. Le modérateur était Georges Corm, économiste et historien, ancien Ministre des finances du Liban.

Pour R. Mule, un des domaines d'investigation de l'économie politique des conflits et l'interaction entre les variables économiques et politiques qui sont causes de terrorisme. Ainsi la montée des inégalités constitue une menace à l'échelle mondiale. Elle détaille certains mécanismes de transmission entre les inégalités et la violence: une faible accumulation du capital humain; l'instabilité politique; la misère et les frustrations. Dans les causes du terrorisme, l'articulation entre les niveaux national et international fait l'objet de débats. À la lumière des liens supposés entre inégalités de revenus et terrorisme, des suggestions ont été formulées : la redistribution des revenus par l'impôt et les transferts ; le soutien à la mobilité internationale ; le rééquilibrage des inégalités ethniques; l'établissement de filets de sécurité sociale; un certain niveau d'intervention publique en matière de sécurité sociale, de chômage, de santé et d'éducation. Il est en effet observé que les politiques de protection sociale ré-

duisent les incitations aux conflits et au terrorisme.

M. Emmanuel explore successivement la signification et la centralité de l'ordre économique et social, conçu comme un agencement juste, stable et unique d'organisations, d'institutions et de cultures au sein d'un système économique et social. Ses objectifs: cohésion, équité et justice sociale; maintien de relations et de comportements qui atténuent les conflits et les crises; répartition équitable des richesses ; réduction du chômage et de la pauvreté; développement durable. Se posent alors certaines questions: les Nations unies peuvent-elles réaliser la paix mondiale ? Qui est responsable des désordres ? Les crises politiques et les guerres régionales sont induites par les pouvoirs dominants, qu'il s'agisse de la guerre froide, des guerres d'indépendance, des crises du Moyen-Orient, de l'épisode du 11 septembre aux États-Unis. Parmi les recommandations figurent: la réorganisation des Nations unies; la limitation des excès des acteurs étatiques dominants; le contrôle des institutions de Bretton Woods par l'ECOSOC; l'institution du multilatéralisme aux Nations unies.



Session IV

Désordre étatique et ordre non étatique

Cette quatrième session était constituée par les interventions de Rodrigo Tavares, fondateur et directeur général de Granito & Partners, et Université des Nations Unies, Portugal, et d'Alaa Tartir, chercheur poste doctoral au GCSP, program directeur d'Al-Shabaka: The Palestinian Policy Network, chercheur invité au Centre on Conflict, Development, and Peacebuilding (CCDP), Genève, la modération étant assurée par Nardjes Flici, Directrice adjointe chargée des relations extérieures et de la formation continue à l'École Nationale Supérieure des Sciences Politiques, Algérie.

R. Tavares fait observer que parmi les huit plus grandes économies du monde, il y a la Californie. Depuis quelques temps plusieurs entités infranationales émergent en tant que nouveaux acteurs sur la scène internationale en raison de l'urbanisation, de la décentralisation et du fait que les villes, les régions et les États (fédérés) deviennent des économies de poids à l'échelle mondiale. De ce fait, ces entités font de la politique étrangère, ce qui n'est pas vraiment nouveau comme le montre l'histoire de la paradiplomatie depuis le XIXe siècle. Cette politique étrangère à diverses raisons: promotion des échanges commerciaux, de la décentralisation, du nationalisme, mais aussi raisons électorales ou personnalités des dirigeants. Quant aux modalités de cette politique étrangère, il s'agit de la conclusion de traités, de missions commerciales, de missions diplomatiques, d'organisation d'événements, de promotion des investissements étrangers directs, etc.



A. Tartir s'est intéressé à des facteurs non étatiques tels que l'État islamique ou le Hezbollah. Si l'on voulait vraiment établir un nouvel ordre mondial il faudrait réformer les mécanismes et les institutions existants à l'échelle mondiale, à commencer par le Conseil de sécurité. Les acteurs non étatiques émergent et occupent le vide laissé par des États faibles, notamment en matière de solidarité. D'où leur ancrage et leur légitimité populaire. Si l'on veut s'en prendre à ses acteurs non étatiques, l'approche du haut vers le bas apparaît comme un mécanisme forcé, ni naturel ni efficace, qui a aggravé la segmentation comme en Libye ou renforcé les acteurs non étatiques comme en Palestine. Les voies à explorer sont l'économie politique de la fragilité, la division du travail entre acteurs étatiques et non étatiques, la place des peuples au poste de pilotage et l'équilibre entre ordre et désordre pour mieux comprendre le lien entre les deux types d'acteurs.



Session V

Désordres conceptuels et idéologiques

Cette cinquième session, qui s'est ouverte sous le choc du résultat de l'élection présidentielle aux États-Unis réunissait Michael Parmly, Ancien chef de mission des États-Unis à Cuba, États-Unis, et Victoria Panova, Professeur, Université d'Extrême Orient, Russie, le modérateur étant Gabriel Galice, qui en appelle à la clarté conceptuelle afin de ne pas prendre les mots pour des idées et les slogans pour des évidences.

À propos de l'élection présidentielle aux États-Unis, M. Parmly se déclare sûr que la politique étrangère de M. Trump se situe dans la continuité de celle du président Obama. Il revient ensuite à la notion d'ordre universel, dont l'expression la plus récente, le système des Nations Unies, est fondée sur les principes Westphaliens selon lesquelles l'État-nation est l'acteur central. Ce système est aujourd'hui remis en cause par la mondialisation, l'émergence d'acteurs non étatiques puissants – Exxon, Google, etc. –, la complexité des problèmes transnationaux comme le réchauffement climatique, et l'émergence de l'Internet. S'agissant du rôle des États-Unis dans l'établissement et le maintien de l'ordre mondial, et compte tenu du repli sur les affaires intérieures annoncé par le futur président, l'orateur soumet deux questions à l'appréciation de la conférence: va-t-il y avoir une place de leader mondial à prendre ? Le reste du monde va-t-il assumer ses responsabilités ?

Pour V. Panova, les militants des solutions nouvelles pour l'ordre du monde que sont les parties par la conférence d'assurer une certaine continuité, car nous n'entrons pas dans l'ère de l'incertitude,

nous y étions déjà et l'élection de D. Trump est une tentative de briser le cercle vicieux de l'incertitude croissante, une expression de l'insatisfaction de l'ordre actuel. Le désordre idéologique provient d'acteurs non étatiques, notamment de l'extrémisme religieux. Il existe une chance de réviser complètement les tendances à l'œuvre, de s'asseoir à une table pour trouver des solutions satisfaisantes pour tout le monde, de proposer une idéologie de

rechange pour que les relations internationales fonctionnent bien, sur la base de l'égalité et de l'équité. Les élites ont compris qu'elles ont perdu, les États-Unis comprennent qu'ils ne peuvent rien sans les autres pour l'ordre et

le bien-être mondial.

La discussion qui suit, toujours marquée par l'élection aux États-Unis a porté sur les questions suivantes : faut-il un leadership et quel leadership ? Pourquoi les élites sont-elles en échec ? Peut-on changer rapidement une politique étrangère ? L'une des conclusions étend qu'il faut soit faire preuve de générosité soit élire un nouveau peuple.



Session VI

Communications et désinformations

Les intervenants étaient Xavier Colin, rédacteur en chef de Geopolitis pour RTS et TV5 Monde, et François-Bernard Huyghe, spécialiste de l'information et de la stratégie à l'IRIS. Cette sixième session était modérée par André Liebich, professeur honoraire au Graduate Institute de Genève.



X. Colin commence par rappeler que les participants à la conférence font partie de ces élites tant critiquées, qui n'ont pas su prévoir l'élection de D. Trump, faute d'avoir su chercher. Il en vient ensuite au thème central de sa présentation: la guerre en Syrie est une guerre sans image, on ne voit rien de ce qui est directement lié aux opérations militaires. Habituellement, même dans les conflits les plus difficiles, il y avait au moins une équipe, d'un pays ou l'autre, présente sur le terrain pour produire des informations relayées par les autres médias. En Syrie rien. Face à ce vide, l'orateur s'est intéressé à la propagande francophone de DAESH. Celle-ci contient des atrocités mais aussi des informations intéressantes qu'on ne voit nulle part ailleurs. Mais les médias, et c'est une erreur, ne disent rien de ce qui circule sur les réseaux sociaux, ce qui fait d'eux, aux yeux de la jeunesse, des censeurs, des complices des gouvernements. On assiste ainsi à une déplorable uniformisation de l'image diffusée. Il faut transgresser la règle des « i »: inaccessibilité; impossibilité, voire interdiction de travailler; inaptitude à rendre compte de ce qui se passe; indifférence. En conclusion il plaide pour que les journalistes puissent travailler, pour que l'on fasse preuve de lucidité et pour que l'on préserve la pluralité et la diversité dans l'information.

F.-B. Huyghe définit la désinformation comme la fabrication d'un faux message puis sa diffusion dans le camp adverse dans le but de l'affaiblir. Pour qu'il y ait vraiment désinformation, il faut une intention stratégique qui se traduit par la fabrication de faux et que cette soit relayée par des médias ou par des groupes humains. La désinformation a longtemps été un monopole soviétique, puis, après la guerre froide, s'est ouverte à l'époque des guerres humanitaires soutenues par des fabrications émanant, non plus de services gouvernementaux, mais d'agences privées. La désinformation a connu des phases médiologiques, passant de l'ère des médias nationaux à celle des télévisions internationales d'information, puis à celle des médias 2.0. Avec pour effet l'explosion du complotisme qui associe un scepticisme de masse (face à la «vérité officielle») à l'explication de tout par une cause unique (malfaisante, bien entendu), le tout conforté par l'isolement dans une bulle cognitive. Cela pose le problème du statut de la vérité: comment établir les faits bruts ? Au scepticisme de masse répond la conviction que le peuple est, sinon stupide, du moins abusé. L'orateur conclut en appelant l'attention des participants sur la guerre de l'attention, c'est-à-dire sur le fait que, les vérités étant en concurrence, l'enjeu n'est plus de dénoncer la fausseté mais plutôt d'attirer le plus possible l'attention sur sa propre vérité, y compris au moyen de machines dans le cyberspace.

Session VII

Organisations et désorganisations internationales

Le modérateur de cette septième session était Francis Piccand, Département Fédéral des Affaires Étrangères, Berne, les intervenants, Boris Kagarlitski, Directeur de l'Institut de la mondialisation et des mouvements sociaux, Moscou, et Eric Degila, Chercheur Associé au Graduate Institute, Genève et Professeur Invité, Université de Waseda, Tokyo, Bénin et France.

B. Kagarlitski commente l'élection qui vient d'avoir lieu aux États-Unis en déclarant que cette élection n'est pas l'expression des mâles blancs mais celle de la classe laborieuse, la gauche libérale n'étant



de gauche. C'est aussi la nostalgie de l'État protecteur des années 60-70. Et il en va de même partout dans le monde. Il en vient ensuite aux critiques dont fait l'objet la Russie et à la crise systémique du

système néolibéral. Après la dernière crise il n'y a pas eu de changement dans l'allocation dysfonctionnelle des ressources. Les organisations internationales sont en crise, inefficaces, conservatrices et ne sont pas des outils du changement. La notion de justice est ambiguë: la justice n'a pas de sens en économie politique mais elle en a pour les petites gens non organisés, que la colère oriente vers le populisme ou le nationalisme. La gauche politique qui s'est mise à la remorque au libéralisme en est responsable. Mais il peut exister un populisme progressiste. Le retour en arrière n'est pas possible mais il faut abandonner les institutions existantes, mieux régler le monde, mieux doser l'équilibre entre privé et public, en un mot accepter le changement.

E. Degila commence par dresser un état des lieux des études sur la paix. Longtemps, celle-ci a été conçue en miroir de la guerre, comme l'absence de guerre. Cinq critères de paix sont aujourd'hui proposés: bien-être; qualité des relations et coopération; façon de gérer et de résoudre les conflits; accès aux ressources; capacité de gouvernance institutionnelle. On observe la remise en cause de la prééminence de l'État moderne et de son monopole de la violence. Malgré l'institution des organisations intergouvernementales, mondiales et régionales, c'est l'anarchie qui continue de caractériser le système international. S'agissant de l'Afrique, dont l'organisation régionale, l'Union africaine, ex OUA, a été constituée sur le modèle Westphalien et le maintien des frontières héritées de la colonisation, on y observe de nombreuses guerres civiles depuis la fin de la bipolarité, à quoi s'ajoutent la défaillance des États et l'émergence d'acteurs non étatiques. Ces derniers pouvant être transnationaux ou sous-étatiques, comme certaines communautés ethniques. L'orateur conclut que pour étudier la paix aujourd'hui, il faut aller au-delà de la perspective westphalienne et accorder plus d'attention à la notion de communauté de destins imbriqués, sans pour autant tomber dans le postmodernisme selon lequel l'État n'a plus de rôle à jouer.



Session VIII

Vers des altérités pacifiées pour un monde pacifique

La session de conclusion de la conférence a été introduite par une intervention de Bertrand Badie, Professeur des Universités Sciences Po, Paris selon qui on ne peut parler de paix aujourd'hui sans renouveler le vocabulaire. Il y a encore 20 ans il n'existait pas de définition de la paix autre que la non guerre. Monde pacifié suppose la reconnaissance de l'altérité. Celle-ci consiste à poser l'autre comme légal de soi en associant respect, reconnaissance de la différence et pleine participation à l'universalité. La diplomatie considérée comme la façon de gérer les séparations convoque l'altérité par la pleine reconnaissance de l'autre et par un travail, un cheminement vers l'universalité. Mais la formation de la notion d'altérité a été douloureuse, car tout la nie dans le système westphalien: la compétition interétatique figée dans l'idée de puissance, antinomique de l'altérité; la proximité des acteurs, dont la religion, la culture, l'économie, etc. étaient semblables; appui sur la raison, ce qui exclut ceux qui ne l'ont pas en héritage. D'où les trois aspects douloureux de la construction de l'altérité: l'altérité difficile, avec sa charge nationale; l'altérité bloquée, fondée sur la dualité ami-ennemi; l'altérité d'exclusion, face aux non-européens. Ce dévoiement de l'altérité est la cause de la plupart des vio-



lences aujourd'hui qui sont des réactions aux humiliations du passé. Avec une mutation des conflits qui de compétitions de violence deviennent des compétitions de faiblesse.

L'orateur en vient ensuite aux préconisations:

- 1) l'énonciation, car l'altérité énoncée est une altérité restaurée;
- 2) le partenariat, qui est l'aspect concret de l'altérité;
- 3) l'inclusion, qui consiste à en finir avec la diplomatie de club;
- 4) l'intersocialité qui reste à construire et qui consiste à reconnaître l'autre dans sa dimension sociale.



Le GIPRI accueille une nouvelle stagiaire

Morgane Desboeufs

morgane.desboeufs@gipri.ch

Morgane Desboeufs, actuellement stagiaire à l'Institut International de recherches pour la paix, a effectué un baccalauréat ainsi qu'une maîtrise en droit à l'Université de Genève. Par la suite, elle a fait un stage au sein de la Fondation Alkarama et travaillé sur différentes violations des droits de l'homme en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Intéressée par la protection du patrimoine, notamment, en temps de conflits armés, elle a passé une année à Paris, à l'Université Panthéon-Sorbonne où elle obtient une licence en histoire de l'art et archéologie.



La Lettre du GIPRI

Publication trimestrielle du GIPRI

Directeur de la publication : G. Galice

Rédaction : P. Bollé, T. Mercier

et M. Desboeufs

Photographies: M. Wannakula, M. Reymond

et A. Dabour

Site internet:

www.gipri.ch/publications/lettres-2

Contact: contact@gipri.ch

Institut International de Recherches pour la Paix à Genève (GIPRI)

Reconnue d'utilité publique
 Messenger de la paix ONU 1988

Bureau de la Fondation :
 G. Galice (Président)
 P. Bollé (Vice-président)
 M. Palluat Natural (Secrétaire)
 O. Nicquevert (Trésorière)

**Rue de la Paix, 7 bis
 1202 Genève / Suisse
 + 41 (0) 22 907 36 62**

Site internet : www.gipri.ch



[Geneva International Peace
 Research Institute](http://www.gipri.ch)

Dans la presse....

dans l'actualité...



[Gabriel Galice: «Les Américains ont un plan qui est de remodeler le Moyen-Orient et c'est un projet de prise du pouvoir»](#)

Infrarouge



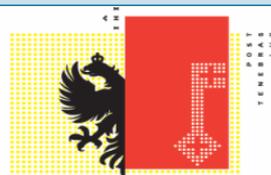
[Gabriel Galice à Algeriepatriotique : «L'Algérie a fait la preuve de sa robustesse»](#)

Mohamed El-Ghazi



[Gabriel Galice, Président du GIPRI: «Tump, ce n'est pas la fin du monde»](#)

Cédric Reichenbach



VILLE DE
 GENÈVE

Le GIPRI bénéficie du soutien financier de la Ville de Genève.